



Whirlpool Amiens, un cas d'école sur les enjeux industriels posés dans le pays.

Suite aux annonces du groupe, le 24 janvier 2017, le premier ministre sollicitait jeudi 13 avril l'intersyndicale d'Amiens (après avoir reçu la direction Whirlpool une semaine auparavant), pour examiner les pistes de reprises du site d'Amiens.

Le groupe avait en effet annoncé son plan de fermeture du site (production de sèche-linge), un site pourtant plus que rentable. Raison invoquée : un « coût du travail » trop élevé, et la volonté de délocaliser la production ... à Lodz, en Pologne.

Coût du travail ou coût du capital ?

Les chiffres parlent d'eux même, pour le groupe Whirlpool :

Bilan 2016 : 928 millions de dollars de bénéfice (4.5 % du chiffre d'affaire), soit une hausse de + 11% par rapport à 2015 et de + 34 % par rapport à 2014 !

Dividendes versés aux actionnaires :

2016 : 296 millions de dollars (record historique), en hausse de 10% en rapport à 2015 et de 32 % par rapport à 2014. Un dividende par action qui a augmenté en 3 ans de 64 % ! Et le groupe prévoit une nouvelle hausse de 17 % pour 2018...

Concernant la rémunération totale des 4 principaux dirigeants (CEO), elle s'élève en 2016 à 29 millions de dollars, en hausse de 5 millions, soit +19 % !

Tout ceci, sur le dos des salariés. En effet, des sacrifices énormes avaient déjà été arrachés aux salariés au nom de la sacro sainte « compétitivité ». En 2008, un plan drastique de réduction des coûts avait été lancé. Il s'attaquait au volet social, poursuivant la baisse des effectifs, s'attaquant aux RTT, instaurant le gel des salaires, contre la garantie de fabrication minimale de 555 000 appareils. Une garantie qui ne sera jamais respectée... Tout cela en bénéficiant de l'argent public que sont le CICE, le crédit impôt recherche et les exonérations de cotisations sociales ! Des plans de restructuration en cascade, depuis 2012, qui auront divisé par quatre les effectifs, avec un recours élevé et abusif à l'intérim.

Des erreurs stratégiques pour le site d'Amiens en prime

Des erreurs commerciales et stratégiques à répétition ont fragilisé le site d'Amiens. En 2002, suite à la délocalisation de la fabrication du lave-linge, le groupe fait du site d'Amiens le pôle d'excellence du sèche-linge : une stratégie mono produit dangereuse pour l'équilibre de la production.

Par ailleurs, rien n'arrête le groupe pour accroître sa bulle financière. Il rachète en 2015 la marque INDESIT pour consolider sa position de n°1 mondial et européen.

Communiqué de presse De la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT

L'arrêt programmé du site d'Amiens est présenté comme une nécessité de restaurer la « compétitivité » du groupe alors même qu'un projet de redéploiement visant 680 000 sèche-linges était prévu début janvier 2016 (dont 222 000 produits de remplacement* INDESIT) et 480 000 sèche-linges pour 2017 (dont plus de 100 000 produits de remplacement* INDESIT).

Cette fermeture annoncée est inacceptable, le site est plus que rentable, il est le dernier site industriel en France à produire des sèche-linges. L'électroménager en France a subi, ces 15 dernières années, une désindustrialisation sans précédent, alors que le marché en France ne cesse de croître.

Cette désindustrialisation est la conséquence de choix politiques et économiques. Comme dans l'ensemble de nos filières industrielles, l'Etat laisse des multinationales ponctionner et détruire à petit feu notre industrie, sous fond de délocalisation, tandis que les salariés démontrent un savoir faire avéré.

Le bassin d'emploi dans la région est déjà fortement frappé par les restructurations (Goodyear, Automotive, Continental, Cyclam) et marqué par un taux de chômage élevé.

Rappelons que le site d'Amiens, c'est :

- **285 salariés** internes,
- **150 intérimaires** en moyenne, sachant que plus de 200 salariés sont mobilisés en période haute,
- **une centaine de sous-traitants**, dont 1 installé sur site (société Prima comptant 60 salariés environs).

Il n'est pas trop tard pour une reprise en main du site par un véritable acteur industriel, étant donné les besoins du marché français d'une part, et les compétences des salariés d'autre part.

Question, effectivement, de choix politiques !